

CONFÉRENCES CLIMATIQUES: RÉSULTATS INSUFFISANTS NOTAMMENT POUR LES PAYS PAUVRES.

Les récentes conférences climatiques internationales tenues à Bonn en novembre (COP 23) et à Paris le 12 décembre ("One Planet Summit") ont permis de constater que le réchauffement climatique était loin d'être maîtrisé et que les conséquences dramatiques, notamment pour les populations des pays pauvres, étaient de plus en plus inquiétantes. Les mesures annoncées restent notoirement insuffisantes pour faire face aux menaces.

Contexte

Les deux conférences étaient complémentaires: la COP 23 orientée sur les mécanismes de la mise en œuvre de l'Accord climatique de Paris de 2015 et le "One Planet Summit" sur les financements. Elles se sont tenues dans un contexte où plusieurs études récentes montrent l'urgence du défi climatique. Ainsi, 15 364 scientifiques de 184 pays viennent de publier un manifesteⁱ dénonçant le peu de mesures prises pour contrer le changement climatique potentiellement catastrophique. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) affirme que l'augmentation des températures dépassera 3 oC et que la cible de 2 oC, établi en 2015, était irréaliste par rapport aux actions envisagéesⁱⁱ. De plus, selon l'étude d'OXFAM, "Déracinés par les changements climatiques"ⁱⁱⁱ, des migrations majeures de populations des pays pauvres sont à prévoir: "la montée du niveau de la mer pourrait entraîner la submersion de terres où vivent 280 millions de personnes".

D'autres études des Nations unies mentionnent que les populations des pays pauvres seront les plus gravement touchées, alors que ce sont essentiellement celles des pays riches qui sont responsables des changements climatiques. Ainsi, le rejet de CO2 par habitant est annuellement de 16 tonnes aux États-Unis, de 14 tonnes au Canada, de 7 tonnes en Chine et de seulement 0,1 tonne dans les pays les plus pauvres! Au total, l'Afrique ne contribue que pour 3% aux émissions mondiales! Selon l'étude d'Oxfam, 50 % des émissions de CO2 sont attribuables aux 10% de la population la plus riche, et seulement 10% aux 50 % de la population la plus pauvre! Quel paradoxe !

Résultats

Le résultat le plus positif des deux conférences est la prise de conscience des dirigeants politiques que l'augmentation des températures va largement dépasser l'objectif fixé de 2 oC et aura des conséquences plus désastreuses qu'anticipées. Ainsi, le président français, Emmanuel Macron, a déclaré au "One Planet Summit": "on est en train de perdre la bataille. On ne va pas assez vite et c'est ça le drame. (...) On doit tous bouger car on aura tous à rendre compte".

Parmi les mesures annoncées qui auront des impacts positifs dans les pays pauvres, citons: la fin des financements de la Banque mondiale pour l'extraction de pétrole et gaz; la création de fonds spécifiques pour lutter contre la dégradation des terres et la

désertification et pour le transfert de l'innovation agronomique; la mise sur pied d'un groupe de travail sur l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques; d'autres initiatives restant cependant à être financées concernant l'environnement et l'eau.

La conférence de Paris de 2015 avait décidé qu'à partir de 2020, les pays riches mobiliseraient 100 milliards de dollars par année de sources privées et publiques pour permettre aux pays pauvres de s'adapter aux effets des changements climatiques et de réduire leurs émissions de gaz. Les deux récentes conférences n'ont pas permis de progresser significativement vers cet objectif, même si les mesures précédentes y contribuent. Les pays pauvres réclament qu'au moins 50 % des fonds soient consacrés aux initiatives urgentes d'adaptation aux changements climatiques, alors qu'actuellement ce ne sont que 20%, 80 % allant à des investissements pour réduire leurs faibles émissions de CO2. En effet, les investissements privés qui constituent une partie de ces fonds ont une meilleure rentabilité dans des projets de nouvelles sources d'énergie que dans des projets d'adaptation (réhabilitation des sols, digues etc..).

Initiatives du Canada

En 2015, le Canada avait annoncé un montant de 2,64 milliards de dollars sur 5 ans pour aider les pays pauvres à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux changements climatiques. Lors des dernières conférences, le Canada a annoncé un partenariat avec la Banque mondiale pour accélérer la transition énergétique dans les pays en développement. Concrètement, le Canada a annoncé une contribution de 10 millions pour un cofinancement avec des partenaires privés d'un parc éolien en Jamaïque.

Ces promesses et mesures sont décevantes, d'autant plus qu'il semble que ces fonds fassent partie de l'enveloppe de l'aide internationale déjà existante. De plus, cette dernière est à son plus bas niveau historique de 0,28 % du PIB! C'est une performance désastreuse de la part du Canada!

Nous encourageons les organisations de la Société civile canadienne à se mobiliser davantage pour inciter le gouvernement à appuyer beaucoup plus les pays pauvres à faire face aux ravages provoqués par les changements climatiques dont nous sommes les premiers responsables.

Groupe de réflexion sur le développement international et la coopération (GREDIC). Nicole Saint-Martin, Robert Letendre, Nigel Martin, Yves Pétillon, Mario Renaud et Pierre Véronneau. Anciens directeurs généraux d'organismes de coopération internationale et cadres de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

ⁱ <https://academic.oup.com/bioscience/article/67/12/1026/4605229>

ⁱⁱ http://cdurable.info/IMG/pdf/emission_gap247c.pdf

ⁱⁱⁱ https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-uprooted-climate-change-displacement-021117-fr.pdf